

FORMATION PROFESSIONNELLE EN BOLIVIE: «NOUS AVONS BESOIN DE PLUS D'ÉLECTRICIENS ET DE MOINS D'AVOCATS»



Que faire pour créer davantage d'opportunités d'emploi et pour réduire la pauvreté en Bolivie? Un facteur clé consiste à améliorer la formation professionnelle, à la fois précaire et limitée. Dans un pays où 70% de la population travaille dans le secteur informel, une bonne formation peut faire toute la différence, en renforçant la productivité et en accroissant les revenus individuels. La Suisse peut se targuer d'une longue expérience en matière de formation technique adaptée aux besoins du marché du travail. La coopération suisse, en collaboration avec des partenaires publics et privés, œuvre à la promotion d'un vaste programme de soutien aux systèmes de formation professionnelle en Bolivie.

«En Bolivie, nous avons la mentalité: il faut, avant tout, posséder un titre universitaire. Nous formons des avocats, des médecins, des universitaires, mais nous manquons de techniciens professionnels», explique José Torrico, directeur de l'éducation alternative. A 62 ans, dont 42 passés dans l'enseignement, M. Torrico est un infatigable

défenseur de la formation professionnelle dans le village reculé de Mizque (département de Cochabamba). «Qui fait bouger notre économie aujourd'hui? Le camarade qui n'a pas fait d'études secondaires, qui n'est pas allé à l'université», explique M. Torrico, tout en montrant les nouvelles constructions dans les alentours. «Les

chefs de chantier, les contremaîtres, les maçons. Pourtant, aucun d'eux n'a reçu de formation professionnelle».

Comme dans le reste du pays, le village de Mizque a vu se développer nombre de programmes d'éducation alternative au cours des dernières années. Cette branche du système éducatif national s'adresse aux adolescents et aux adultes qui, en raison du manque de ressources économiques, d'une extrême pauvreté ou de l'exclusion sociale, n'ont pas été scolarisés ou n'ont pas pu finir leurs études. Au début, il y a cinq ans, l'éducation alternative ne disposait à Mizque que de quatre facilitateurs, chacun dans une spécialité différente. Aujourd'hui, le ministère de l'éducation paie

le salaire de seize facilitateurs permanents à Mizque. L'offre, très variée, va du génie civil à la confection textile en passant par l'électricité, l'élaboration de produits de charcuterie et la culture de fleurs et de raisins.



«En Bolivie, nous formons des avocats, des médecins, des universitaires, mais nous manquons de techniciens», explique José Torrico, directeur de l'éducation alternative.

SANS FORMATION, PAS DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

«L'équipement de nos ateliers équivaut à celui d'une boulangerie ou d'une charcuterie industrielle d'une grande ville», souligne M. Torrico. Pour lui, la modernité des installations constitue le principal attrait pour les participants. «Les étudiants savent que la formation qu'ils reçoivent n'a rien de théorique, qu'elle intègre une application pratique. Quand ils quittent le centre, ils ont l'assurance de trouver un emploi ou de disposer des outils nécessaires pour se mettre à leur compte». L'investissement de base est considérable compte tenu de la faiblesse des budgets municipaux. Les chiffres oscillent entre 10'000 et 25'000 dollars par atelier. La mairie, la fondation *Educación para el Desarrollo* (FAUTAPO) et la coopération suisse apportent leur soutien pour le financement des fours, des machines à coudre ou des équipements de charcuterie.

Un comité technique composé de représentants des autorités municipales, du ministère de l'éducation et des entrepreneurs de la région identifie les secteurs ayant besoin d'une formation profession-



«Les gens savent qui je suis et connaissent la qualité de mes fleurs», se félicite Rosalía Velázquez. La propriétaire d'une serre de culture de fleurs fait partie de l'une des premières promotions de l'éducation alternative.

nelle. «La mise en place de formations dépend de la demande des entreprises. Elles s'adressent à des adolescents et à des adultes des deux sexes n'ayant pas eu la possibilité de faire des études. Qu'ils aient le baccalauréat ou pas n'a aucune importance», relève Lino Flores, ingénieur agronome de 50 ans, qui soutient à travers FAUTAPO les programmes mis en place dans la région de Mizque et d'Aiquile. Cette fondation privée apporte soutien et conseil aux initiatives locales de formation technique professionnelle en gérant une partie des fonds de la coopération suisse. «FAUTAPO nous permet de grandir», affirme M. Torrico, catégorique. Les professionnels de FAUTAPO ont élaboré toute une série de supports didactiques qui s'avèrent indispensables pour les facilitateurs et les étudiants. «La formation technique est un important facteur de développement local dans les secteurs éloignés des centres urbains», lance M. Flores.

Les *success stories* sont légion. Silvia Pardo, propriétaire d'une boulangerie de 44 ans, et Rosalía Velásquez, âgée de 42 ans et propriétaire d'une serre de culture de fleurs dans la périphérie de Mizque, font partie des premières volées de l'éducation alternative. Très rapidement, toutes deux

sont devenues des cheffes d'entreprise modèles. Pour Rosalía, la clé de la réussite a été l'accompagnement du facilitateur, qui est souvent venu lui rendre visite sur son exploitation, baptisée *Santa Cecilia* en hommage à sa mère. «Il m'a donné des conseils pratiques très utiles. J'ai même réussi à remplacer les semences pour endiguer la dégénérescence des fleurs de culture locale. Les couleurs étaient passées, ce qui ne plaisait pas trop aux clients». Le marché de Mizque est aujourd'hui sa principale source de revenus. «Les gens savent qui je suis et connaissent la qualité de mes fleurs», se félicite Rosalía.

Quant à Silvia, elle a toujours rêvé de faire du pain et d'avoir sa propre boulangerie. Mais en raison d'un mariage précoce, elle a quitté l'école à la fin du degré primaire et a dû renoncer à son projet d'apprendre le métier dans une boulangerie de Cochabamba, la grande ville la plus proche. «Avec quatre enfants et mon mari à la maison, je n'ai pas pu aller au bout de mon rêve», raconte Silvia. Mais quand la décision fut prise d'organiser le premier cours d'éducation alternative pour boulangers et boulangères à Mizque, inutile de dire qu'elle faisait partie des candidats



«Faire du pain et gérer ma propre boulangerie». Le rêve de Silvia est devenu réalité grâce à la formation reçue dans un Centro de Educación Alternativa. Aujourd'hui, avec 2400 pains produits par jour, la Panadería Silvia est la plus grande boulangerie de Mizque.

les plus enthousiastes! «L'installation du premier four par la mairie et l'acceptation de ma candidature m'ont sauvée.» Silvia a suivi la formation, hypothéqué sa maison et acquis son premier four moyennant un crédit de 15'000 dollars, qu'elle a réussi à rembourser au bout de trois ans de travail. Aujourd'hui, la *Panadería Silvia* est la plus grande de Mizque. Elle produit 2400 pains par jour, qu'elle distribue avec sa propre fourgonnette à huit magasins de quartier. Qui plus est, l'entreprise a pris une dimension familiale, son mari l'ayant rejointe après avoir quitté son emploi.

«ON RECHERCHE DES TECHNICIENS!»

«En ville, nous enregistrons une demande très forte en matière de formation et d'éducation», indique Elmo Condori, responsable de la mission *Formación para el trabajo* au sein de Fe y Alegría dans la ville d'El Alto, proche de La Paz. Les secteurs ruraux ne sont pas les seuls où l'offre de formation technique directement liée à la production fait défaut. En Bolivie, comme dans bon nombre de pays à revenus faibles et moyens, la ville ne cesse de gagner du terrain. «Si tu es à La Paz, c'est que tu es sur la bonne voie. C'est comme ça

que raisonnent beaucoup d'adolescents et d'adultes. Cette réalité, il faut l'accepter et l'affronter», résume M. Condori.

Fe y Alegría, un mouvement catholique d'éducation populaire qui gère des centres publics de formation technique, fait partie des pionniers dans le secteur de la formation professionnelle en Bolivie. Fondé en 1997 dans la ville d'El Alto, l'*Instituto Santo Toribio* est le premier institut technique d'éducation supérieure de toute la Bolivie. Il travaille en étroite collaboration avec le ministère de l'éducation, qui prend en charge les salaires de l'ensemble des enseignants. Le programme de formation technique de Fe y Alegría bénéficie du soutien de la coopération suisse. «Nous sommes une alternative séduisante aux universités», explique Oscar Tambo, recteur de cet institut, qui accueille chaque année 360 étudiants. La formation de techniciens supérieurs dans les secteurs de l'informatique industrielle, des télécommunications et des systèmes de gestion de la production dure six semestres. M. Tambo souhaite étendre son offre à davantage de métiers, mais il manque de ressources pour équiper de nouveaux ateliers.

ROLANDO FERNANDEZ, ÉLECTRONICIEN ET INVENTEUR

«J'ai toujours voulu prouver que les Boliviens sont capables de fabriquer des produits à la pointe de la technologie», déclare Rolando Fernandez, le cofondateur de la start-up *Tino Electronica* sise à El Alto. Cet inventeur dans l'âme de 36 ans a développé des lampes LED pour les cabinets dentaires, des enseignes publicitaires lumineuses pour les taxis et un système complet de feux de signalisation pour les principaux croisements de sa ville. Mais il lui a fallu se battre pour pouvoir suivre sa formation. Ce n'est qu'à l'âge de 28 ans qu'il a pu intégrer la filière d'informaticien industriel à Santo Toribio. C'était une période difficile, se souvient le jeune entrepreneur. Durant trois ans, matin et soir, il effectuait des trajets d'une heure à pied pour pouvoir suivre ses cours à l'autre extrémité d'El Alto.



Rolando Fernández: «On recherche des techniciens, pas des universitaires!»

Les bonnes conditions d'apprentissage, qui reposent sur une forte composante pratique, font la fierté des professeurs et des étudiants de *Santo Toribio*. Il s'agit là d'une approche que les autres centres d'enseignement supérieur ne peuvent proposer. Mario Pillco, étudiant de 23 ans, connaît bien les deux univers: l'université et l'institut technique. Grâce à l'aide de ses parents, il a pu poursuivre des études dans une université privée. «C'était cher et très théorique», synthétise-t-il. Une fois

son diplôme d'ingénieur en poche, il s'est inscrit à *Santo Toribio*. «Ici, je trouve tout ce qui m'a fait défaut pendant cinq ans à la faculté: des ateliers et beaucoup de pratique. On recherche des techniciens, pas des universitaires!»

Depuis 2006, le gouvernement de la Bolivie s'attache à promouvoir la formation technique professionnelle en misant sur l'éducation dans le secteur productif. «Santo Toribio s'inscrit dans cette volonté», souligne le recteur de l'Institut. «La nouvelle loi d'éducation propose un modèle qui unit la théorie et la pratique. Connaître, faire, être et décider: voilà les quatre piliers de la nouvelle éducation. Les armes que nous donnons à nos étudiants, ce sont des capacités techniques individuelles en relation directe avec les demandes du marché de l'emploi. Et il faut également inculquer aux étudiants les bases de l'esprit d'entreprise pour qu'ils soient capables de gérer leur petit atelier ou magasin.»



Avec le soutien de la coopération suisse, les Centros de Educación Alternativa ont formé depuis 2006 plus de 18'000 adolescents et adultes, dont plus de la moitié de femmes.



REPRODUIRE LES BONNES EXPÉRIENCES

La Suisse est reconnue à l'échelle mondiale pour son système dual de formation professionnelle, qui vise à satisfaire les besoins du secteur productif. En Bolivie, la coopération suisse peut se targuer d'une longue expérience dans le domaine de la formation professionnelle. Depuis 2006, le soutien se focalise sur l'amélioration de la qualité de la formation dans les *Centros de Educación Alternativa* gérés par le système éducatif public, avec une priorité donnée aux zones rurales. 18'000 jeunes et adultes, en majorité des femmes, ont ain-

si été formés. D'ici à 2017, la coopération suisse s'est engagée d'élargir l'éventail de la formation professionnelle de qualité principalement dans les zones urbaines. Une attention toute particulière sera accordée à l'élaboration de supports didactiques et à la formation des enseignants. 25'000 étudiants bénéficieront directement du soutien apporté par la Suisse. Si l'on parvient à reproduire les bonnes pratiques sur l'ensemble du territoire, ce seront chaque année 200'000 Boliviens qui pourront prendre part à des programmes améliorés de formation technique professionnelle.

IMPRESSUM

Publication

Direction du développement
et de la coopération DDC
Division Amérique latine et Caraïbes
Freiburgstrasse 130, CH-3003 Berne
Téléphone: +41 58 462 34 41
cosude.amlat@deza.admin.ch

Photos: Dennise Hanna/Cosude

Information supplémentaire:
www.eda.admin.ch/bolivia

Cette publication est également disponible en allemand, anglais et espagnol.